

Unité départementale de la Somme  
53 rue de la Vallée  
80040 Amiens Cedex1

Amiens, le 13/06/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/03/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **GALLOO FRANCE**

1ère avenue - Port Fluvial - BP 10006  
59250 Halluin

Références : 2025-E20111  
Code AIOT : 0005103859

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/03/2025 dans l'établissement GALLOO FRANCE implanté 11 rue du Fossé Warin parcelles cadastrées KW 27 et 582 et ZO 72 80080 AMIENS. L'inspection a été annoncée le 14/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GALLOO FRANCE
- 11 rue du Fossé Warin parcelles cadastrées KW 27 et 582 et ZO 72 80080 AMIENS
- Code AIOT : 0005103859
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société GALLOO FRANCE est implantée au 11 rue du Fossé Warin (parcelles cadastrées KW 27 et

582 et ZO 72) au sein de la zone industrielle nord d'Amiens depuis 1997, et exploite un centre de récupération et de tri de métaux, et de véhicules hors d'usage (VHU).

L'établissement a été initialement autorisé, par arrêté préfectoral en date du 26 mars 1997 à exploiter un chantier de récupération, de stockage, de démontage, de conditionnement et de négoce de produits et objets métalliques, déchets de métaux, d'alliages et de résidus métalliques et de carcasses de véhicules retirés de la circulation publique. Suite à la parution du décret n°2010-369 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature ICPE introduisant les rubriques spécifiques relatives aux déchets, le site bénéficie d'un certificat d'antériorité du 9 novembre 2011 actant de la situation administrative du site.

La société GALLOO FRANCE dispose d'un agrément pour effectuer le stockage, la dépollution et le démontage de véhicule hors d'usage renouvelé par arrêté préfectoral du 8 novembre 2018.

### Thèmes de l'inspection :

- AN25 VHU
- Déchets
- Eau de surface
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Obligation de contractualisation	Code de l'environnement du 01/10/2024, article L541-10-26	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Attestation de capacité – fluides frigorigènes	Code de l'environnement du 31/12/2015, article R543-78	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
7	Substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
8	Localisation des points de rejet	AP Complémentaire du 25/06/2020, article 2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
9	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées et eaux de lavage	AP Complémentaire du 25/06/2020, article 4	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Conformité des	Code de l'environnement du	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	bordereaux de suivi de déchets	01/01/2024, article R541-45	
4	Attestation d'aptitude – fluides frigorigènes	Code de l'environnement du 31/12/2015, article R543-106	Sans objet
5	Dispositions de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21-1	Sans objet
6	Déchets	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41-1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant ne respecte pas les points de contrôle n°7, n°8 et n°9 du présent rapport de visite d'inspection. L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de la Somme de mettre en demeure l'exploitant de respecter ces prescriptions.

L'exploitant ne respecte pas les points de contrôle n°1 et n°3. L'exploitant devra transmettre dans les délais indiqués dans le rapport de visite d'inspection, les actions correctives et les justificatifs en lien avec ces points de contrôle. Le cas échéant, si l'exploitant ne répond pas aux éléments mentionnés au-dessus, l'inspection des installations classées pourra proposer à Monsieur le Préfet de la Somme de mettre en demeure de respecter ces prescriptions.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Obligation de contractualisation

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/10/2024, article L541-10-26
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Déchets de véhicules (voitures, camionnettes, 2/3 roues, quads)
<b>Prescription contrôlée :</b>  I.-Les opérateurs de gestion de déchets ne peuvent procéder aux opérations de gestion des véhicules hors d'usage suivantes que s'ils ont passé des contrats en vue de cette gestion avec les éco-organismes ou les systèmes individuels créés en application de l'article L. 541-10 : 1° La reprise sur le territoire national des véhicules hors d'usage ; 2° La dépollution des véhicules ; 3° Le traitement des déchets dangereux issus des véhicules.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite d'inspection, l'exploitant explique qu'il est en cours de contractualisation avec un système individuel agréé en application de l'article L541-10-26 du Code de l'environnement. Suite à la visite d'inspection, l'exploitant précise qu'il a réalisé une société commune avec le groupe STELLANTIS sous la dénomination SUSTAINera valorauto. Il mentionne qu'il est en

réflexion à l'échelle du groupe pour la répartition des sites VHU. L'exploitant n'a pas fourni de contrat signé. L'exploitant ne respecte pas la prescription.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant devra fournir un contrat signé respectant le I du L.541-10-26 du Code de l'environnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 2 : Conformité des bordereaux de suivi de déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2024, article R541-45
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Traçabilité des déchets dangereux – Trackdechets
<b>Prescription contrôlée :</b>  I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique. (...) Sont également exclues de ces dispositions les personnes qui remettent des déchets mentionnés au premier alinéa de l'article R. 541-42 à un producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place un système individuel de collecte et de traitement de ces déchets en application de l'article L. 541-10, ou à un éco-organisme mis en place en application de l'article L. 451-10 qui pourvoit à la gestion de ces déchets en application du II du même article. Dans ce cas, le bordereau est émis par le producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place le système individuel, ou par l'éco-organisme.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que l'exploitant a accès à Trackdechets. L'exploitant a montré des Bordereaux de Suivi de déchets de Véhicules Hors d'Usage (BSVHU). L'exploitant respecte la prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : Attestation de capacité – fluides frigorigènes

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 31/12/2015, article R543-78
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Produits chimiques
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>Tout détenteur d'équipement est tenu de faire procéder à sa charge en fluide frigorigène, à sa mise en service ou à toute autre opération réalisée sur cet équipement qui nécessite une intervention sur le circuit frigorifique par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en français.(...)</p> <p>Le respect des dispositions du présent article est démontré par la remise d'une copie de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R. 543-99 ou du certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'attestation de capacité présentée lors de la visite d'inspection est échuë depuis le 27 octobre 2024. Suite à la visite d'inspection, l'exploitant précise être en contact avec DEKRA et qu'il est en attente de réception de la nouvelle attestation.</p> <p>L'exploitant ne respecte pas la prescription.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra fournir une attestation de capacité à jour conforme à la prescription.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 4 : Attestation d'aptitude – fluides frigorigènes

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 31/12/2015, article R543-106</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Produits chimiques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'opérateur satisfait aux conditions de capacité professionnelle lorsque les personnes qui procèdent sous sa responsabilité aux opérations décrites à l'article R. 543-76 sont titulaires :</p> <p>1° Soit d'une attestation d'aptitude, correspondant aux types d'activités exercées et aux types d'équipements utilisés, délivrée par un organisme certifié ;</p> <p>2° Soit d'un certificat équivalent à l'attestation d'aptitude mentionnée au 1°, délivrée dans un Etat membre de l'Union européenne et correspondant aux types d'activités exercées et aux types d'équipements utilisés ;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a montré des attestations à jour pour les salariés.</p> <p>L'exploitant respecte la prescription.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Dispositions de sécurité

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21-1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan de défense incendie</p>

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.

Il comprend au minimum :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre.- des plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu à l'article 4 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées, et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;
- la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.

**Constats :**

Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a fourni un plan de défense incendie. Après analyse, il répond à la prescription.

L'exploitant respecte la prescription.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 :** Déchets

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41-1

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entreposage des véhicules accidentés
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les véhicules accidentés ou présentant un risque d'incendie, entiers ou non, sont entreposés dans une zone de stockage temporaire jusqu'au retrait des batteries de puissance et de démarrage. Les autres véhicules ne peuvent être entreposés dans une zone de stockage temporaire.  I. Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage avant dépollution : Les véhicules accidentés ou présentant un risque d'incendie, entiers ou non, sont entreposés dans une zone de stockage temporaire jusqu'au retrait des batteries de puissance et de démarrage. Les autres véhicules ne peuvent être entreposés dans une zone de stockage temporaire.
<b>Constats :</b>  Il a été constaté une zone de stockage des véhicules accidentés. L'exploitant précise ne pas recevoir de véhicule hors d'usage hybride ni électrique. L'exploitant respecte la prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvements, analyses et transmission des résultats
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - Les prélèvements et les analyses sont réalisés conformément à l'avis en vigueur sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement. Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. Le précédent alinéa n'est pas applicable pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3 et pour les analyses des substances mentionnées au 3° de l'article 3. Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation. Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents. Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité. [...] II. - L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 3, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions



fixées au I.

Selon la rubrique de la nomenclature des installations classées au titre de laquelle son établissement est soumis à autorisation, l'exploitant réalise sa première campagne d'analyse selon les délais suivants :

Rubrique de la nomenclature des installations classées	Délai pour réaliser la première campagne d'analyse à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté
2660, 2661, 2760, 2790, 3410, 3420, 3440, 3450, 4713	Trois mois
2330, 2345, 2350, 2351, 2567, 2750, 2752, 2795, 3120, 3230, 3260, 3610, 3620, 3630, 3670, 3710	Six mois
2791, 3510, 3531, 3532, 3540, 3560	Neuf mois

Si un même établissement est soumis à autorisation au titre de plusieurs rubriques, associées à des délais différents, le délai le plus long est retenu.

Pour les établissements soumis à autorisation au titre de rubriques non mentionnées ci-dessus, la première campagne est réalisée au plus tard neuf mois à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Si l'exploitant est dans l'incapacité de respecter ces délais, il informe l'inspection des installations classées en justifiant cette incapacité. Il transmet les résultats par voie électronique dans les meilleurs délais et au plus tard un mois après le délai initial.

III. - L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.  
[...]

#### Constats :

L'exploitant a réalisé des analyses pour les deux points de rejets en décembre 2024 et janvier 2025. Ces analyses n'ont pas été réalisées en février 2025. L'exploitant précise qu'il n'y a pas eu de pluviométrie suffisante. L'exploitant n'a pas analysé la possibilité sous réserve de justification qu'il peut réaliser un/des prélèvements ponctuels comme mentionné dans la prescription.

L'exploitant ne respecte pas la périodicité de trois mois consécutifs pour réaliser des analyses de substance PFAS.

L'exploitant ne respecte pas la prescription.

L'inspection des installations classées propose de mettre en demeure l'exploitant de respecter la prescription.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 4 mois
--------------------------------

**N° 8 : Localisation des points de rejet**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 25/06/2020, article 2
---

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Vérification des débits régulés pour le bassin n°1 et le bassin n° 2
--

<b>Prescription contrôlée :</b>
---------------------------------

Les eaux pluviales collectées sur les aires bétonnées aboutissent dans le fossé Warin pour deux points via le bassin n°1 (450m3) et le bassin n°2 (200m3). Ces points de rejets sont associés à un déboureur/déshuileur. Le débit réglé est de 6 l/s pour le bassin n°1 et de 8 l/s pour le bassin n°2. [...]
---

<b>Constats :</b>
-------------------

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant n'a pas su justifier que les régulateurs de débit pour le bassin n°1 respecte le débit réglé de 6 l/s et pour le bassin n° 2 le débit réglé de 8 l/s.
--

L'inspection des installations classées propose de mettre en demeure l'exploitant de respecter la prescription.
---

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
---

<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
---

<b>Proposition de délais :</b> 3 mois
---------------------------------------

**N° 9 : Eaux pluviales susceptibles d'être polluées et eaux de lavage**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 25/06/2020, article 4
---

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets des eaux pluviales susceptibles d'être polluées
--

<b>Prescription contrôlée :</b>
---------------------------------

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées par les égouttures grasses présentes sur les aires bétonnées ne pourront être rejetées ensuite au fossé WARIN qu'en respectant les caractéristiques générales de qualité rappelés aux articles 4.3.7 de l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2007 et à l'article 2 du présent arrêté ainsi que les limites instantanées suivantes de concentration : [...]
---

<b>Constats :</b>
-------------------

L'exploitant précise que les vannes des deux bassins (petit et grand bassin) sont en position ouverte. Les rejets des eaux pluviales susceptibles d'être polluées dans le fossé Warin ne peuvent être possibles qu'après que l'exploitant ait obtenu des analyses conformes de ces eaux. Ces eaux pluviales rentrent en contact avec des déchets de métaux et des déchets dits de curage de bâtiments (plastique, papier, textiles, bois). Ces eaux pluviales sont chargées de substances issus des déchets. La coloration des eaux du grand bassin et du petit bassin est très foncée. Pour ces deux bassins, l'exploitant dispose d'un appareil qui récupère les huiles dans ces bassins.
---

La position ouverte des deux vannes des deux bassins fait que l'exploitant rejette ces eaux pluviales susceptibles d'être polluées dans le fossé Warin sans faire le nombre d'analyses nécessaire à chaque rejet vers le fossé Warin.
---

<p>L'exploitant ne respecte pas cette prescription.  L'inspection des installations classées propose de mettre en demeure l'exploitant de respecter la prescription.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>